

COMMUNIQUE SUR L'ALLOCATION DES MOYENS 2009 AUX UNIVERSITES EN PROXIMITE

Vendredi 12 décembre 2008

Le nouveau système de dotation « SYMPA » remplace au premier janvier 2009 feu « SAN REMO ». Parmi les principaux reproches fait à cet ancien système d'allocation des moyens, la complexité et surtout une dérive prononcée entre la dotation théorique et celle accordée aux universités. Ainsi la majorité des universités pluridisciplinaires hors santé, souvent de petite taille, ont été largement sous dotées durant ces dernières années.

Le nouveau modèle devait corriger cette déviance, or la surprise est grande de constater que non seulement il ne la corrige pas, mais en plus qu'il l'accentue. La DGES a ainsi publié, lundi 8 décembre 2008, des données statistiques par groupe d'universités. Et c'est l'ensemble des universités pluridisciplinaires hors santé et, parmi elles, 17 universités implantées hors des grandes métropoles régionales qui sont affectées par ce nouveau système :

- Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse,
- Université de Bretagne-Sud (Lorient-Vannes),
- Université de Savoie (Chambéry-Annecy),
- Université d'Evry Val d'Essonne,
- Université de La Rochelle,
- Université du Havre,
- Université du Maine,
- Université du Littoral Côte d'Opale,
- Université Paris-Est Marne-la-Vallée,
- Université de Haute-Alsace (Mulhouse),
- Université de Nîmes,
- Université de la Nouvelle-Calédonie,
- Université de Pau et des Pays de l'Adour,
- Université de Perpignan Via Domitia,
- Université de la Polynésie Française,
- Université du Sud Toulon Var,
- Université de Valenciennes et du Hainaut Cambresis.

Le modèle nous place en universités surdotées, c'est-à-dire recevant plus de moyens en fonctionnement que nous ne devrions en avoir. Parallèlement, le même modèle nous reconnaît près de 900 postes manquants, c'est-à-dire plus de 20 % des postes qui devraient être redéployés (plus de 4 500 en tout).

Premier constat, nos universités, qui sont dans le groupe U3, ont :

- la moins forte progression en DGF (+ 3,62 % pour les U3-11¹, +3,8 % pour le U3 contre + 6,5 % en moyenne nationale) ;
- la plus forte diminution d'emplois, soit le double du taux national (- 0,39 % pour les U3-11, - 0,3 % pour les U3 contre - 0,2 % en moyenne nationale).

¹ U3-11 Universités du groupe 3, pluridisciplinaires hors santé de moins de 11 000 étudiants.

Type d'université	Dotation 2009	Moyens nouveaux 2009	Progression par rapport à 2008	Évolution des emplois par rapport à 2008	Évolution des emplois en %
scientifique et/ou santé	596,8 M€	36,5 M€	6,50 %	- 86	- 0,2%
pluridisciplinaire avec santé	532,7 M€	38,1 M€	7,70 %	- 35	- 0,1 %
pluridisciplinaire sans santé	383,4 M€	13,9 M€	3,80 %	- 67	- 0,3 %
Pluri sans santé moins 11 000 étudiants	198,0 M€	6,8 M€	3,62 %	- 42	- 0,39 %
lettres et sciences humaines	236,3 M€	17,6 M€	8,10 %	- 29	- 0,2 %
Droit / sciences éco	122,8 M€	8,1 M€	7,20 %	16	- 0,2 %
Total	1 842,0 M€	114,5 M€	6,50 %	- 200	- 0,2 %

Source AEF lundi 8 décembre « modifiée »

Nos universités sont celles qui obtiennent la plus faible augmentation en DGF, parfois à peine suffisante pour financer le plan licence, sans toujours apporter les moyens nécessaires au plan carrière. Celui-ci devra être imputé au détriment d'autres activités conduites les années précédentes. En cette période, où certaines de nos composantes demandent le maintien de leurs budgets, il nous sera difficile de faire face aux promesses développées par les plans.

D'où provient cette sous allocation dans le modèle « SYMPA » ?

- Considérons d'abord les emplois : au 5 novembre 2008 les premières simulations de la DGES montraient qu'avec la méthode « SYMPA », 5 206 emplois devraient être **redéployés** entre les universités sur et sous-dotées, le bilan global étant nul (autant de + que de -). Le corpus U3-11 bénéficie d'un **redéploiement positif** de + 935 emplois, soit + 18 % des postes affectés à ces universités, sachant qu'elles représentent 9 % des emplois nationaux en 2008.

La compensation d'emplois promise par la DGES s'élève à 20 K€ par emploi. Il semble que l'on soit loin du modèle, certaines universités n'ont reçu qu'un peu plus de 10 K€ par emploi manquant.

Nous demandons de rétablir une compensation de tous les emplois manquants à 35 K€.

- Considérons ensuite les effectifs : pluridisciplinaires et de taille modeste, les petites universités pluridisciplinaires ont du mal à financer les coûts de structure qui n'évoluent pas proportionnellement au nombre d'étudiants. Pour compenser cet effet de structure, « SAN REMO » introduisait une surpondération de 10 % des moyens pour les petits effectifs. A l'occasion de son déplacement à La Rochelle le 24 octobre 2008, la Ministre reconnaissait cette difficulté et annonçait (source AEF) : « *Valérie Pécresse émet l'idée d'une possible "surpondération des premiers milliers d'étudiants" car "il existe des coûts fixes pour une petite université".*

Nous demandons l'application de la surpondération des petits effectifs.

- Activité de recherche : l'effet de structuration de la recherche constitue un autre sujet de réflexion. Alors qu'en moyenne nationale 20% des publiants sont en laboratoire A+, ils ne sont que 8,6 % dans les petites universités pluridisciplinaires. Quelles conclusions ? Nos universités développent-elles une mauvaise recherche, ou est-ce le contexte qui pénalise une évaluation positive ? Quelle corrélation entre les notations d'unités et le faible nombre de personnels EPST qui y travaillent ? L'évaluation devrait mieux aborder toutes les missions des unités de recherche qui portent sur une réponse à un territoire particulier, principalement dans le domaine du transfert et de l'innovation, auprès des entreprises du territoire d'implantation de l'université.

Nous proposons de réfléchir à la prise en compte de plusieurs indicateurs de qualité de la recherche et à un rééquilibrage des classes A+, A, B, C par grandes catégories d'universités.

Nous demandons également un resserrement des pondérations de ces classes qui iraient d'un rapport 1 à 4, en le modérant d'un rapport maximal de 1 à 2.

Les universités dites "en proximité" sont ainsi fragilisées par rapport aux autres dans le contexte de concurrence qui s'est instauré et la tendance à la concentration des moyens sur les grandes métropoles ; elles risquent de perdre de leur attractivité malgré leur rôle d'acteur essentiel dans le développement socio-économique de leur territoire.

Ce communiqué a été préparé et rédigé avec une large majorité des Présidents des universités pluridisciplinaires, hors santé de moins de 11 000 étudiants, dans un souci d'améliorer un nouveau système de dotation comme l'a souhaité la CPU.